

**ARRETE MUNICIPAL**

**PORTANT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT**

**DG/FNV 2024.T630**

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE sur MER**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles

L 2212-1, L 2213-1 et suivants,

Vu les articles du Code de la Route,

Considérant la demande de l'entreprise **SATO** en date du 29 Octobre 2024 chargée d'effectuer pour le compte de GRdF, des travaux de branchement au réseau gaz avec fouille sous trottoir et chaussée **rue d'Orléans à Trouville-sur-Mer**.

Considérant qu'il convient pour des raisons de sécurité de réglementer la circulation et le stationnement rue d'Orléans, Place Thénard, rue Croix, rue Denain et rue du Chalet Cordier.

**ARRETE**

**Article 1 :** L'entreprise **SATO** est autorisée à intervenir **rue d'Orléans** pour des travaux de branchement au réseau gaz avec fouille sous trottoir et chaussée.

**Article 2 :** Le stationnement sera interdit dans l'emprise du chantier **rue d'Orléans** dans la partie comprise entre la rue Thiers et la place Thénard. La circulation s'effectuera en chaussée rétrécie **rue d'Orléans** dans la partie comprise entre la rue Thiers et la place Thénard.

**Article 3 :** La circulation sera interdite **rue d'Orléans** dans la partie comprise entre la rue Thiers et la Place Thénard ; l'entreprise **SATO** mettra en place les déviations nécessaires et les panneaux de signalisation.

**Article 4 :** L'entreprise **SATO** devra prévenir les riverains.

**Article 5 :** L'entreprise **SATO** devra respecter les prescriptions suivantes :

- Pas de fonçage sous bordure ;
- Coupe droite sur les tranchées
- Respect des règles de l'art ;
- Reprise définitive en enrobé à chaud avec traitement des coutures ;
- Refaire les traçages routiers si nécessaire ;

**A l'issue des travaux, une réception de chantier devra être réalisée avec le concessionnaire en charge du réseau, l'entreprise et la commune.**

**Article 6 :** Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables **du Mardi 19 Novembre 2024 au Jeudi 28 Novembre 2024**.

- et pour l'article 3 : du Mardi 19 Novembre 2024 au Vendredi 22 Novembre 2024.

**Article 7 :** La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place 48 H avant l'intervention par l'entreprise SATO qui se chargera de son entretien. Le présent arrêté municipal devra être affiché par l'entreprise SATO de façon visible sur le chantier.**

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ; tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

**Article 9 :** Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, Le 30 Octobre 2024

Le Maire,

Vice-Présidente de la CCCC

*Sylvie de Gaetano*  
Sylvie de Gaetano

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.